Communiqué de presse n° 09/347
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 4 octobre 2009

Fonds monétaire international
Washington, D.C. 20431 USA

**Communiqué du Comité monétaire et financier international du Conseil des Gouverneurs du Fonds monétaire international**

Le Comité monétaire et financier international a tenu sa vingtième réunion à Istanbul le 4 octobre 2009, sous la présidence de M. Youssef Boutros-Ghali, Ministre des finances de l'Égypte.

**Actions à mener pour assurer une reprise durable et la stabilité financière**

1. **Grâce aux mesures prises de façon décisive et concertée par les pouvoirs publics, les premiers signes de reprise ont fait leur apparition.** Nous nous engageons à continuer d'appliquer des politiques budgétaires, monétaires et financières propres à favoriser cette évolution jusqu'à ce que la reprise se soit durablement installée et nous nous tenons prêts à prendre le cas échéant de nouvelles mesures pour réamorcer le crédit, rétablir les emplois disparus et regagner le terrain perdu dans la lutte contre la pauvreté. Nous soulignons que les réformes qu'il a été convenu d'engager dans le secteur financier et sur le plan réglementaire doivent être menées à bien sans délai. Nous réaffirmons notre responsabilité collective d'éviter le protectionnisme sous toutes ses formes. Il importe aussi de veiller à ce que les efforts déployés par les pays à faible revenu pour mettre en œuvre leurs programmes de développement à long terme et combattre la pauvreté continuent à bénéficier d'un soutien international, et de rester attentif aux effets de la crise sur ces pays.

2. **Nous nous félicitons des résultats du Sommet du G-20 à Pittsburgh et nous appuyons l'engagement pris à cette occasion de concevoir des politiques propices à une croissance solide, soutenue et équilibrée de l'économie mondiale**. Compte tenu du rôle central du FMI dans la surveillance bilatérale et multilatérale, nous lui demandons d'aider aux évaluations mutuelles du G-20 en procédant à une analyse prospective afin de déterminer si, collectivement, les politiques économiques sont compatibles avec une évolution soutenable et équilibrée de l'économie mondiale. Nous resterons vigilants afin d'empêcher les excès dans le secteur financier et une nouvelle accumulation de déséquilibres mondiaux intenables. À cette fin, tous les pays doivent revigorer leurs programmes de réformes structurelles à l'aide de politiques bien conçues sur les plans budgétaire et monétaire ainsi

qu'en matière de change et dans le secteur financier. Nous prendrons connaissance avec intérêt des progrès réalisés à cet égard d'ici à notre prochaine réunion.

3. **Pendant que la reprise s'installe, nous sommes résolus à unir nos efforts pour définir et mettre en œuvre des stratégies de sortie crédibles et coordonnées** en vue de retirer le soutien public au secteur financier, de mettre fin de façon ordonnée aux politiques de soutien monétaire et de procéder au rééquilibrage budgétaire qui s'impose pour garantir la viabilité à long terme des finances publiques. Nous demandons au FMI de formuler, d'ici à notre prochaine réunion, les principes qui doivent régir l'exécution ordonnée et concertée des stratégies de sortie en tenant compte de la situation particulière des différents pays, et de guider par ses conseils la mise au point des mesures de sortie en veillant à ce qu'elles ne fassent pas obstacle à la reprise mondiale et à la stabilité macrofinancière.

**Réformes de la gouvernance**

4. **Il est indispensable de procéder à la réforme des quotes-parts pour accroître la légitimité et l'efficacité du FMI.** Nous soulignons que le FMI est et doit demeurer une institution reposant sur un système de quotes-parts. Nous reconnaissons que la répartition des quotes-parts doit refléter le poids relatif des pays membres du FMI dans l'économie mondiale, poids qui a considérablement évolué compte tenu de la forte croissance de certains pays émergents et en développement dynamiques. À cet égard, nous sommes favorables à ce qu'au moins 5 % du total des quotes-parts soient transférés des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques qui sont sous-représentés, en utilisant la formule actuelle de calcul des quotes-parts comme point de départ. Nous sommes aussi résolus à préserver la part des pays membres les plus pauvres dans le total des voix attribuées. Nous invitons instamment tous les pays membres à consentir au plus vite à la réforme de 2008 de la représentation et des quotes-parts, qui est toujours en suspens. Nous demandons au Conseil d'administration de respecter l'échéance convenue de janvier 2011 pour mener à bien la Quatorzième révision générale des quotes-parts. Nous demandons au FMI de préparer un rapport sur les progrès accomplis dans tous ces domaines pour notre prochaine réunion.

5. **Nous remercions le Conseil d'administration de son rapport sur les réformes de la gouvernance du FMI.** Nous lui demandons de poursuivre l'examen de l'ensemble des ces réformes. Le Conseil d'administration présentera un rapport faisant le point des progrès accomplis sur ces questions lors de la prochaine réunion du CMFI. En ce qui concerne la sélection de la Direction du FMI, nous avons l'intention d'adopter à notre prochaine réunion une procédure fondée sur l'ouverture, la transparence et le mérite.

**Le rôle de surveillance et la mission du FMI**

6. La surveillance exercée par le FMI a été considérablement améliorée, notamment par le lancement de l'exercice d'alerte avancée FMI-CSF et le renforcement en cours des volets financier et transnational de son travail d'analyse. Nous demandons au FMI de mettre en œuvre rapidement le cadre assoupli du programme d'évaluation du secteur financier (PESF)

en veillant à ce que cela se traduise par une surveillance macrofinancière plus poussée et une meilleure prise en compte de cette évaluation dans la surveillance bilatérale. Des revues et des actualisations périodiques du PESF, en particulier par les pays ayant une importance systémique, accroîtraient l'efficacité de la surveillance macrofinancière. Nous sommes favorables à un nouveau renforcement de la surveillance transnationale, régionale et multilatérale, et nous attendons avec intérêt l'examen et le renforcement de la politique de transparence du FMI. Nous approuvons l'actualisation des priorités de la surveillance et nous demandons aux pays membres de collaborer avec le FMI pour en atteindre les objectifs.

7. **De façon plus générale, la crise a montré qu'il y avait lieu de procéder à un réexamen de la mission du FMI.** Nous demandons au FMI de réexaminer sa mission de manière à y inclure l'ensemble des politiques macroéconomiques et financières qui influent sur la stabilité mondiale et de remettre au CMFI un rapport à ce sujet d'ici à la prochaine Assemblée annuelle.

**Financement du FMI et liquidité internationale**

8. **Nous remercions les pays membres qui se sont engagés à fournir temporairement des ressources au FMI, ce qui a permis de plus que tripler sa capacité de prêt pour faire face à la crise** et nous saluons l'accord attendu sur un NAE renouvelé et plus souple, d'un montant augmenté de plus de 500 milliards de dollars, qui sera réexaminé à la lumière du résultat de la Quatorzième révision générale des quotes-parts. Dans le contexte de ce réexamen, le FMI devrait conduire une réflexion sur le montant et la composition des ressources dont il a doit disposer pour rester capable à long terme de répondre aux besoins des pays membres, en tenant compte du statut du FMI en tant qu'institution reposant sur un système de quotes-parts. Nous attendons avec intérêt le débat sur l'augmentation globale des quotes-parts, qui facilitera aussi la redistribution des quotes-parts.

9. **Nous félicitons le FMI de l'inventivité dont il a fait preuve pour améliorer les filets de protection financière des pays membres.** Les concours financiers accordés par le FMI à un grand nombre de pays ainsi que l'allocation de DTS équivalant à 283 milliards de dollars ont contribué à rétablir la confiance. La ligne de crédit modulable (LCM) en particulier a apporté un soutien important à plusieurs pays émergents. En même temps, l'augmentation des prêts concessionnels a élargi la marge de manœuvre des pays à faible revenu pour mener des politiques anticycliques.

10. **Le FMI devrait continuer à renforcer sa capacité d'aider les pays membres à faire face à leurs problèmes de balance des paiements, dus notamment à l'instabilité financière, et réduire le besoin qu'ils ressentent d'accumuler des réserves excessives.** Nous demandons au FMI de mener une étude sur son rôle de financement futur et de préparer un rapport à ce sujet d'ici à la prochaine Assemblée annuelle. En faisant fond sur le succès de la LCM et des accords de précaution de montant élevé, cette étude devrait porter sur la question de savoir s'il y a lieu de développer les instruments de financement du FMI et si

cela pourrait constituer un moyen d'offrir aux pays membres des solutions crédibles en remplacement des stratégies d'auto-assurance, tout en prévoyant des sauvegardes adéquates. Nous demandons aussi au FMI de réfléchir à d'autres moyens de promouvoir la stabilité mondiale à long terme et le bon fonctionnement du système monétaire international.

11. **La refonte du dispositif de prêt concessionnel du FMI** et son engagement de plus que doubler ses prêts concessionnels sont des mesures importantes qui méritent d'être saluées. Elles aideront à répondre aux besoins de financement accrus des pays à faible revenu, en tenant dûment compte de l'exigence de viabilité de la dette. Nous attendons avec intérêt la pleine mise en œuvre du nouveau mode de financement du FMI, en ce qui concerne notamment l'accord sur les ventes d'or et l'engagement de fournir des ressources de bonification supplémentaires. Nous saluons l'engagement pris par certains pays membres d'apporter des ressources de prêt et de bonification additionnelles. Nous invitons instamment les autres contributeurs potentiels à se hâter de faire de même pour que les ressources disponibles permettent de procéder à l'augmentation convenue des prêts concessionnels du FMI.

12. La prochaine réunion du CMFI aura lieu à Washington le 24 avril 2010. Une réunion des suppléants du CMFI sera convoquée pour préparer notre prochaine réunion et faire le point des progrès accomplis.

# COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

## LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES

4 octobre 2009

**Président**

Youssef Boutros-Ghali

**Directeur général**

Dominique Strauss-Kahn

**Membres ou suppléants**

Ibrahim A. Al-Assaf, Ministre des finances, Arabie saoudite
Obaid Humaid Al Tayer, Ministre d'État pour les affaires financières, Émirats arabes unis
Anders Borg, Ministre des finances, Suède
Wouter Bos, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Pays-Bas
Amado Boudou, Ministre de l'économie et des finances publiques, Argentine
Alistair Darling, Chancelier de l'Échiquier, Royaume-Uni
James Michael Flaherty, Ministre des finances, Canada
Hirohisa Fujii, Ministre des finances, Japon
Timothy F. Geithner, Secrétaire du Trésor, États-Unis
Pravin J. Gordhan, Ministre des finances, Afrique du Sud
Alexei Kudrin, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Fédération de Russie
Christine Lagarde, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, France
Mohammed Laksaci, Gouverneur, Banque d'Algérie
Blaise Louembe, Ministre de l'économie, des finances, du budget, de la programmation des investissements et de la privatisation, Gabon
Guido Mantega, Ministre des finances, Brésil
Hans-Rudolf Merz, Président, Conseil fédéral suisse, Département fédéral des finances, Suisse
Pranab Mukherjee, Ministre des finances, Inde
Darmin Nasution, Gouverneur par intérim, Banque d'Indonésie
Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Belgique

Elena Salgado, Seconde Vice-Présidente et Ministre de l'économie et des finances, Espagne
Joerg Asmussen, Secrétaire d'État, Ministère fédéral des finances, Allemagne (Suppléant de Peer Steinbrück, Ministre des finances, Allemagne)
Giulio Tremonti, Ministre de l'économie et des finances, Italie
Jeung-Hyun Yoon, Ministre de la stratégie et des finances, Corée
YI Gang, Vice-Gouverneur, Banque du peuple de Chine (suppléant de ZHOU Xiaochuan, Gouverneur, Banque du peuple de Chine)

**Observateurs**

Mohammad Alipour-Jeddi, Chef du Département des études sur le marché pétrolier, Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)
Joaquin Almunia, Commissaire, Affaires économiques et monétaires, Commission européenne (CE)
Agustín Carstens, Président, Comité conjoint du développement (CD)
Jaime Caruana, Directeur général, Banque des règlements internationaux (BRI)
Petko Draganov, Secrétaire général adjoint, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Mario Draghi, Président, Conseil de stabilité financière (CSF)
Angel Gurría, Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général au développement économique, Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies (ONU)
Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce (OMC)
Stephen Pursey, Directeur du Département de l'intégration des politiques et des statistiques, et Conseiller principal auprès du Directeur général, Organisation internationale du travail (OIT)
Jean-Claude Trichet, Président, Banque centrale européenne (BCE)
Robert B. Zoellick, Président, Groupe de la Banque mondiale